

au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Puisque des milliers d'étudiants de l'Ouest canadien cherchent du travail, le ministre étudierait-il les activités de certains ministères fédéraux qui envoient dans l'Ouest canadien des milliers d'étudiants d'autres régions du pays? Ces derniers accaparent des emplois qui conviendraient à des étudiants de l'Ouest en quête de travail.

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Oui, monsieur l'Orateur. J'étudierai volontiers la chose.

L'AIDE EXTÉRIEURE

LE BIAFRA—LE RÔLE DE CANAIRELIEF ET DE LA CROIX-ROUGE—LE BLOCAGE DES VOLS DE NUIT PAR DES PILOTES ÉTRANGERS

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures? Peut-il annoncer à présent à la Chambre les résultats des entretiens qu'il espérait fructueux jeudi et qu'il a eus avec Canairelief et M. Johnson pour soulager la détresse au Nigéria et au Biafra?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, M. Johnson a fait quelques propositions qui pourraient aboutir à une solution acceptable concernant l'inspection des cargaisons envoyées par avion au Biafra. Ces propositions sont à l'étude.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il dire si le Canada s'est associé directement au gouvernement de la Grande-Bretagne pour proposer spécialement au gouvernement fédéral du Nigéria que l'on reprenne temporairement les vols de nuit afin d'éviter une famine générale imminente?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, il y a quelques jours, comme je l'ai annoncé à la Chambre, le gouvernement a communiqué avec les autorités nigérianes les exhortant à ne pas entraver l'envoi des secours, ce qui inclurait les vols de nuit. Je répète ce que j'ai déjà dit: il serait beaucoup moins difficile et moins dangereux pour les pilotes et beaucoup plus facile d'approvisionner les habitants du Biafra, si les vols de jour étaient autorisés.

L'hon. M. Stanfield: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Comme la [M. Woolliams.]

famine menace de façon imminente, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il nous dire si le gouvernement du Canada prend d'autres mesures pour s'associer à la Grande-Bretagne et à d'autres pays afin que les gens menacés de famine reçoivent des secours?

L'hon. M. Sharp: Oui, monsieur l'Orateur. Il ne faudrait pas, à mon avis, renoncer à tout espoir d'une reprise des vols par la Croix-Rouge internationale à des conditions acceptables par les deux camps. Nos efforts pour y parvenir sont inlassables et tous, j'en suis sûr, en souhaitent l'accomplissement.

L'hon. M. Stanfield: Il n'est pas difficile de nous demander de placer notre espoir dans la Croix-Rouge internationale, mais le ministre espère-t-il voir aboutir les efforts du gouvernement canadien?

M. R. N. Thompson (Red Deer): Encore une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il est au courant de la nouvelle d'après laquelle des pilotes étrangers, probablement russes et anglais, manœuvreraient les nouveaux appareils très compliqués qui bloquent les vols de nuit assurant les secours distribués à cette région?

L'hon. M. Sharp: Je n'ai eu d'autres nouvelles que celles que j'ai lues dans les journaux. Me fondant sur ce que je sais, j'estime que les nouvelles que j'ai lues dans le journal sont exagérées.

[Français]

LES POSTES

ÉTUDE DES EFFETS DES TARIFS POSTAUX SUR LES REVUES ET PUBLICATIONS

M. André Fortin (Lotbinière): Je désire poser une question à l'honorable ministre des Postes et des Communications.

Étant donné l'application de la nouvelle loi sur les postes et des tarifs postaux, l'honorable ministre a-t-il l'intention de demander à ses fonctionnaires d'étudier les conséquences de la disparition de plusieurs revues et publications et de publier un rapport à ce sujet pour la gouverne des députés?

L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes et des Communications): Monsieur l'Orateur, j'ai discuté longuement avec les propriétaires de journaux et avec tous ceux qui sont touchés par l'augmentation des tarifs postaux et je leur ai expliqué les difficultés que comportait un déficit éventuel de 130 millions. Pour